

Budget 2025



Présentation à l'intention des membres de la Commission sur les finances et l'administration

Me Patrice F. Guay
Service des affaires juridiques
29 novembre 2024



Plan de la présentation

Organigramme 2025

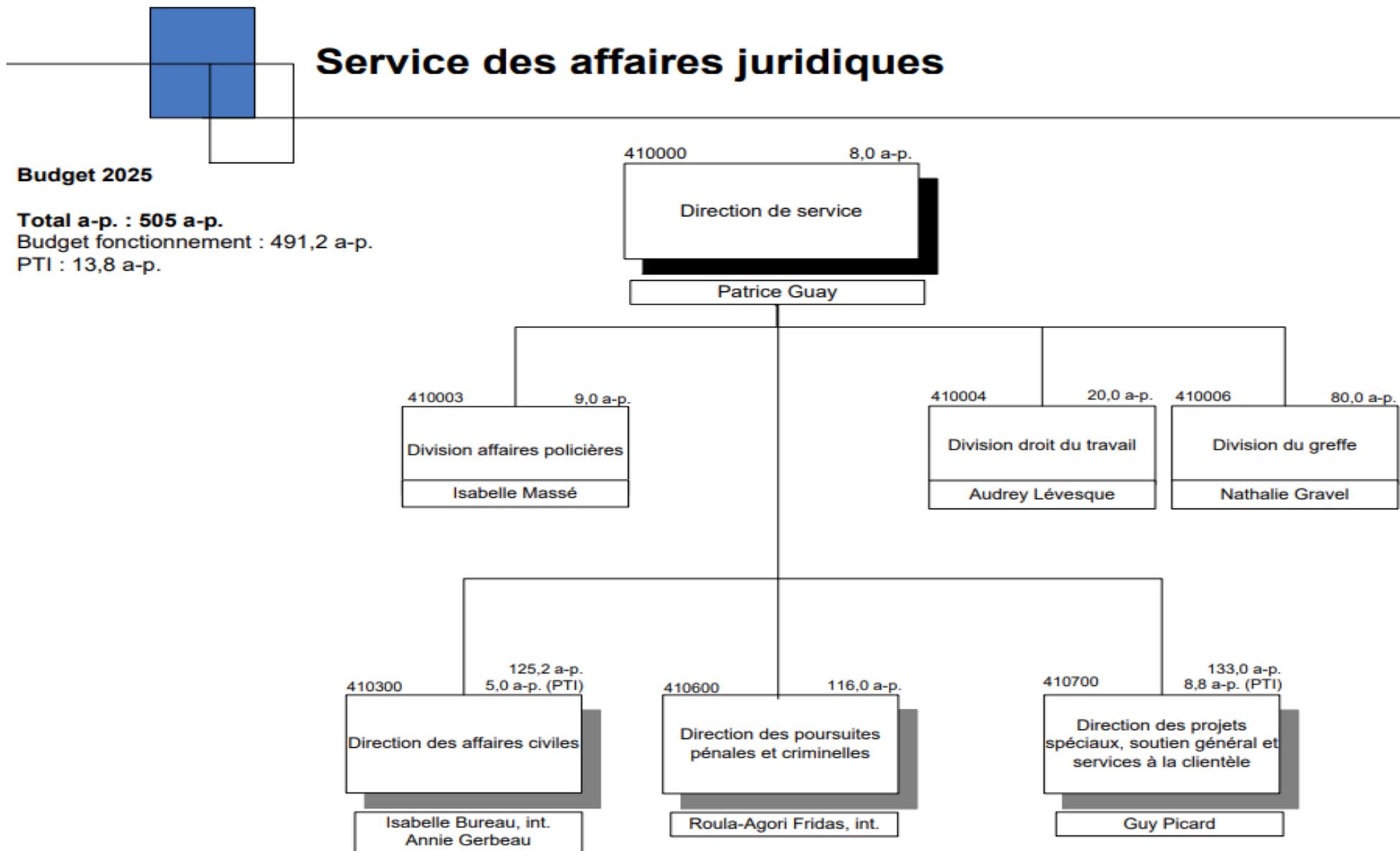
Faits saillants 2024 et impacts

Budget de fonctionnement

1. Évolution budgétaire 2024
2. Objectifs 2025
3. Budget 2025
 - a. Sommaire des revenus et dépenses par compétences
 - b. Principaux écarts 2025 vs 2024
 - c. Variations de l'effectif par catégories d'emplois

Période de questions

Organigramme 2025



Faits saillants 2024 et impact

- DAC : Accompagnement soutenu en vue d'une nouvelle approche sur le contrôle des résidences touristiques (de type Airbnb);
- DAC/Division des affaires policières/Division du droit du travail : Implication soutenue des juristes dans de nombreux dossiers stratégiques de sécurité publique, d'actions collectives et d'injonctions (manifestations), de gestion contractuel et d'accompagnement hautement spécialisé;
- DPPC : Accompagnement ciblé pour l'Escouade tourisme et pour la Sécurité incendie (notamment de la formation, révision et autorisation des constats d'infraction);
- DPPC : Conclusion d'une nouvelle entente portant sur la violence conjugale pour recevoir la juste rétribution de nos coûts engendrés via un remboursement de 4 M\$;
- DPPC/Greffe : Poursuite des travaux sur la diminution et la stabilisation des délais;
- DPS : Rehaussement des mesures de sécurité du chef-lieu de la cour municipale par l'ajout d'un détecteur de métal de type rayons X (à l'arche de sécurité et à la présence policière);
- DPS : Perception – Hausse des revenus - Développement complété d'une plateforme pour effectuer des paiements en ligne (ententes avec débiteurs).

Budget de fonctionnement 2025



1. Évolution budgétaire 2024 – Revenus

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
○ Circulation et stationnement :			
Relevant des constats du SPVM			83 841,3 \$
Relevant des constats de stationnement de l'Agence de mobilité durable			104 649,1 \$
			= 188 490,4 \$
	103 879,7	84 610,7	188 490,4
○ Règlements municipaux, Lois provinciales, Code criminel	4 189,0	11 110,2	15 299,2
○ Subvention gouvernementale - programme sur violence conjugale		2 106,3	2 106,3
○ Autres (principalement litiges contractuels 1,016M\$)	1 016,2	181,9	1 198,1
Total Budget original 2024 et comparatif 2024	109 084,9	98 009,1	207 094,0
Prévisions 2024	106 770,0	101 758,5	208 528,5
Surplus (déficit)	(2 314,9)	3 749,4	1 434,5
<u>Explications des principaux écarts</u>			
<u>Revenus des constats d'infraction émis</u>			
○ Revenus des constats rattachés à la circulation et au stationnement :			
Relevant des constats du SPVM et des constats de stationnement de l'Agence de mobilité durable	(3 694,5)	6 415,7	2 721,2
○ Revenus rattachés aux constats de Règlements municipaux, de Lois provinciales et du Code criminel	(609,3)	(2 666,3)	(3 275,6)
<u>Autres revenus</u>			
○ Liés aux litiges contractuels plus élevés que le budget	1 988,9	-	1 988,9
Surplus (déficit)	(2 314,9)	3 749,4	1 434,5

1. Évolution budgétaire 2024 – Dépenses

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Budget original 2024	20 710,3	53 006,2	73 716,5
<i>redressement pour comparatif</i>	<i>(326,9)</i>	<i>(73,1)</i>	<i>(400,0)</i>
Budget comparatif 2024	20 383,4	52 933,1	73 316,5
Prévisions 2024	20 915,1	53 526,1	74 441,2
Surplus (déficit)	(531,7)	(593,0)	(1 124,7)
<u>Explications des principaux écarts</u>			
○ Indexation statutaire de la Magistrature plus élevée que le budget et attribution des charges des juges dorénavant facturée par le Ministère de la Justice du Québec sur les services rendus par la Magistrature depuis le 1er juillet 2024 plus élevée que le budget	-	(1 395,0)	(1 395,0)
○ Création de 1 poste temporaire de Directrice conformité - non prévu au budget - justifié par les recommandations de l'inspecteur général sur le suivi des modifications suggérées au règlement sur la gestion contractuelle	(233,4)	-	(233,4)
○ Réaménagements de postes entre compétences et unités administratives au cours de l'année et diverses économies dans les dépenses de la Cour municipale notamment la SAAQ et les frais de poste	(298,3)	802,0	503,7
Déficit	(531,7)	(593,0)	(1 124,7)

2. Objectifs 2025

- Poursuite de la revue des compétences de la cour municipale dans l'optique d'une application plus ciblée du cadre réglementaire municipal et des missions premières de la Ville de Montréal et villes liées;
- Consolidation de l'accompagnement des services émetteurs en matière de sécurité;
- Continuation de la modernisation des outils numériques de gestion et d'exploitation de la Cour numérique;
- Continuation de la modernisation des outils de gestion et d'exploitation du périmètre de la DAC, de la Division des affaires policières et de la Division du droit du travail;
- Continuation des travaux d'amélioration des activités de la Division de la perception des amendes (DPS);
- Accompagnements ciblés de la DAC en lien avec les divers projets prioritaires de Montréal 2030;
- Revue et optimisation de divers processus du périmètre de la DPPC;
- Revue et optimisation des activités dans les points de service.

2. Budget 2025

a) Sommaire des revenus et dépenses par compétences

(en milliers de dollars)

	Revenus						
	Réel comparatif 2020	Réel comparatif 2021	Réel comparatif 2022	Réel comparatif 2023	Prévision comparative 2024	Budget comparatif 2024	Budget 2025
Conseil municipal	66 901,5	81 985,7	79 579,4	92 385,9	106 770,0	109 084,9	112 084,9
Conseil d'agglomération	54 434,2	74 417,8	80 273,6	80 151,6	101 758,5	98 009,1	98 010,2
Total	121 335,7	156 403,5	159 853,0	172 537,5	208 528,5	207 094,0	210 095,1

(en milliers de dollars)

	Dépenses						
	Réel comparatif 2020	Réel comparatif 2021	Réel comparatif 2022	Réel comparatif 2023	Prévision comparative 2024	Budget comparatif 2024	Budget 2025
Conseil municipal	16 243,0	18 337,9	18 847,2	20 154,8	20 915,1	20 383,4	21 904,0
Conseil d'agglomération	44 004,5	48 179,6	49 184,7	48 781,6	53 526,1	52 933,1	53 567,9
Total	60 247,5	66 517,5	68 031,9	68 936,4	74 441,2	73 316,5	75 471,9

2. Budget 2025

b) Principaux écarts 2025 vs 2024 – Revenus

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2024	109 084,9	98 009,1	207 094,0
Indexation annuelle de 2,2 % des tarifs prévue au Règlement sur les frais exigibles pour la fourniture de documents pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents (budget de 53,9 \$)		1,1	1,1
Augmentation de 3,0 M\$ liée à la majoration en 2025 relativement à certaines infractions commises en matière de stationnement	3 000,0		3 000,0
Variation totale	3 000,0	1,1	3 001,1
Budget 2025	112 084,9	98 010,2	210 095,1
<i>Détails par catégorie de revenus :</i>			
<i>○ Circulation et stationnement :</i>			
<i>Relevant des constats du SPVM</i>	83 841,3 \$		
<i>Relevant des constats de stationnement de l'Agence de mobilité durable</i>	<u>107 649,1 \$</u>		
	= 191 490,4 \$		
	106 879,7	84 610,7	191 490,4
<i>○ Règlements municipaux, Lois provinciales, Code criminel</i>	4 189,0	11 110,2	15 299,2
<i>○ Subvention gouvernementale - programme sur violence conjugale</i>		2 106,3	2 106,3
<i>○ Autres (principalement litiges contractuels 1,016M\$)</i>	1 016,2	183,0	1 199,2
<i>Total budget 2024</i>	112 084,9	98 010,2	210 095,1

2. Budget 2025

b) Principaux écarts 2025 vs 2024 – Dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	A-P.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2024	522,2	20 383,4	52 933,1	73 316,5
○ Indexation statutaire de la rémunération		602,3	1 101,8	1 704,1
○ Réduction dans diverses dépenses, notamment les services techniques et professionnels, afin de financer l'indexation salariale et de maintenir l'équilibre budgétaire		-	(1 704,1)	(1 704,1)
○ Réaménagements de 21 postes entre compétences et unités administratives, sans impact sur le budget du Service des affaires juridiques	-	738,8	(738,8)	-
○ Création de 1 poste temporaire de Directrice conformité justifié par les recommandations de l'inspecteur général sur le suivi des modifications suggérées au règlement sur la gestion contractuelle	-	179,5	-	179,5
<u>Magistrature (31 juges) :</u>				
Suite aux modifications apportées à la loi sur les cours municipales (modifiée par le PL40), notamment l'article 86.1 prévoit un ajustement en lien avec l'attribution des charges des juges. La magistrature ne sera plus rémunérée directement par la Ville de Montréal. La Ville de Montréal est dorénavant facturée par le Ministère de la Justice du Québec sur les services rendus par la Magistrature.				
○ Transfert de la Rémunération de la Magistrature (31 juges) au Ministre de la justice du Québec le 1er juillet 2024 : la Ville de Montréal est maintenant plutôt facturée par le Ministère de la Justice du Québec sur les services rendus par la Magistrature.	(31,0)	-	-	-
○ Attribution des charges des juges dorénavant facturées par le Ministère de la Justice du Québec sur les services rendus par la Magistrature.		-	1 975,9	1 975,9
Variation totale	(31,0)	1 520,6	634,8	2 155,4
11 Budget 2025	491,2	21 904,0	53 567,9	75 471,9

2. Budget 2025

c) Variations de l'effectif par catégories d'emplois

	Années-personnes					
	Budget comparatif 2020	Budget comparatif 2021	Budget comparatif 2022	Budget comparatif 2023	Budget comparatif 2024	Budget 2025
Cadres de gestion	27,0	27,0	28,0	29,0	31,0	30,0
Cadres conseil	11,0	12,0	14,0	14,0	14,0	15,0
Sous-total — Cadres	38,0	39,0	42,0	43,0	45,0	45,0
Contremaîtres	-	-	-	-	-	-
Juges	32,0	31,0	31,0	31,0	31,0	-
Cols blancs	316,2	316,2	315,2	316,2	313,2	311,2
Professionnels	126,0	126,0	130,0	133,0	133,0	135,0
Gestion des postes vacants	-	-	-	-	-	-
Total	512,2	512,2	518,2	523,2	522,2	491,2



Période de questions



Annexes

Annexes

1. Mission
2. Organigramme 2024
3. Objectifs et réalisations 2024
4. Bilan en matière de santé et sécurité au travail

Annexes - Budget de fonctionnement

1. Indicateurs de performance
2. Budget 2025 : Revenus et dépenses par objets
3. Budget 2025 : Dépenses par catégories d'emplois



1. Mission

Le Service des affaires juridiques a principalement trois grandes missions :

- Pourvoir aux besoins d'accompagnement, de conseils et de représentation juridique des diverses autorités administratives de la Ville de Montréal (services centraux et arrondissements) y compris la gestion des réclamations et les dossiers judiciairisés en relation de travail;
- Assurer la représentation de la poursuite des 16 municipalités de l'agglomération de Montréal, de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), de la Société de transport de Montréal (STM), de Sa Majesté le Roi dans les dossiers traités par la cour municipale de Montréal en matières pénale et criminelle relevant de sa compétence;
- Assurer les services d'une cour municipale accessible, moderne et efficace ayant pour objectif d'offrir une justice de proximité à l'ensemble des justiciables de l'agglomération de Montréal.

Champs d'action :

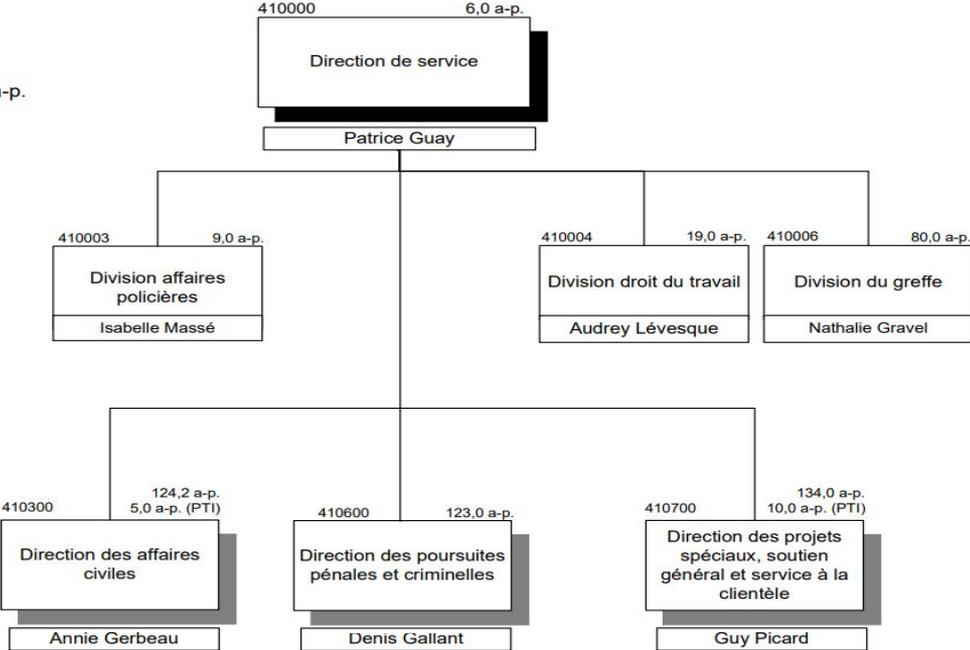
- Assistance-conseil juridique de la Ville de Montréal;
- Rédaction de règlements municipaux et de contrats;
- Représentation devant les tribunaux de droit commun et divers tribunaux administratifs;
- Procureur de la poursuite en matières pénale et criminelle;
- Administration des divers programmes sociaux au sein de la cour municipale de Montréal;
- Gestion de la cour municipale de Montréal.

Organigramme 2024

Service des affaires juridiques

Budget 2024

Total a-p. : 541,2
 Budget fonctionnement : 526,2 a-p.
 PTI : 15,0 a-p.



3. Objectifs et réalisations 2024

Objectif 1 : Valorisation des données de performance du SAJ afin d'exposer plus de l'avant la réalité opérationnelle des diverses directions et divisions du SAJ.

- Réalisation A : Revue de l'ensemble des statistiques et exploitation des nouvelles données générées par la première phase de SICOUR;
- Réalisation B : Travaux préliminaires en vue de mettre en place un tableau de bord de gestion à l'échelle du SAJ.

Objectif 2 : Continuation de la modernisation des outils numériques de gestion et d'exploitation de la Cour numérique.

- Réalisation A : Appel d'offres lancé pour un nouvel outil de gestion des dossiers à la DAC;
- Réalisation B : Lancement des ententes de paiement en ligne pour les citoyens;
- Réalisation C : Lancement de la deuxième phase de SICOUR.

Objectif 3 : Continuation des travaux d'amélioration des activités de la Division de la perception des amendes (DPS).

- Réalisation A : Hausse des revenus de perception;
- Réalisation B : Réorganisation de l'équipe : revue de la structure, des emplois, des processus et des mesures d'exécution.

Objectif 4 : Continuation des actions liées aux exercices de mobilisation dans l'ensemble du SAJ.

- Réalisation A : Déploiement d'un projet pilote sur la progression en emploi chez le personnel col blanc;
- Réalisation B : Amélioration des outils de travail et des bureaux partagés.

Objectif 5 : Accompagnements ciblés de la DAC en lien avec divers projets prioritaires (Montréal 2030).

- Réalisation A : Nouvelle approche sur le contrôle des résidences touristiques;
- Réalisation B : Accompagnements juridiques et opérationnels rapprochés avec divers services impliqués dans des enjeux d'itinérances et d'habitations;

Objectif 6 : Revue de la compétence de la cour municipale dans l'optique d'une application plus ciblée du cadre réglementaire municipal.

- Réalisation A : Rencontres avec le ministère de la Justice sur la juridiction de la cour municipale de Montréal et obtention d'une nouvelle entente pour le remboursement de nos coûts d'opération;
- Réalisation B : Obtention d'un engagement du ministère de la Justice pour discuter des coûts des activités liées au criminel - partie XXVII du code criminel.

4. Bilan en matière de santé et sécurité au travail

Aucun accident de travail avec perte de temps.

Activités de prévention

- Tenue des comités locaux SST;
- Inspections annuelles des lieux de travail;
- Sécurité dans l'édifice Marie-Claire-Kirkland-Casgrain : ajout d'un appareil de détection de métal de type rayons X à l'arche de sécurité, contrôles réguliers des accès à l'édifice et mise en place d'une procédure « code blanc »;
- Boutons panique : révision des emplacements, ajouts et priorisation des demandes de service par le Service de la gestion et de la planification immobilière;
- Secouristes : appel au personnel pour volontaires et renouvellement des certificats de secouriste;
- Ergonomie : mise en place d'améliorations ergonomiques dans les salles d'audience et évaluations ergonomiques de postes de travail préventives et/ou correctives;
- Formations : tueurs actifs et clientèles difficiles.



Annexes

Budget de fonctionnement

1. Indicateurs de performance du service

Ensemble des statistiques liées aux activités de la cour municipale de Montréal, notamment :

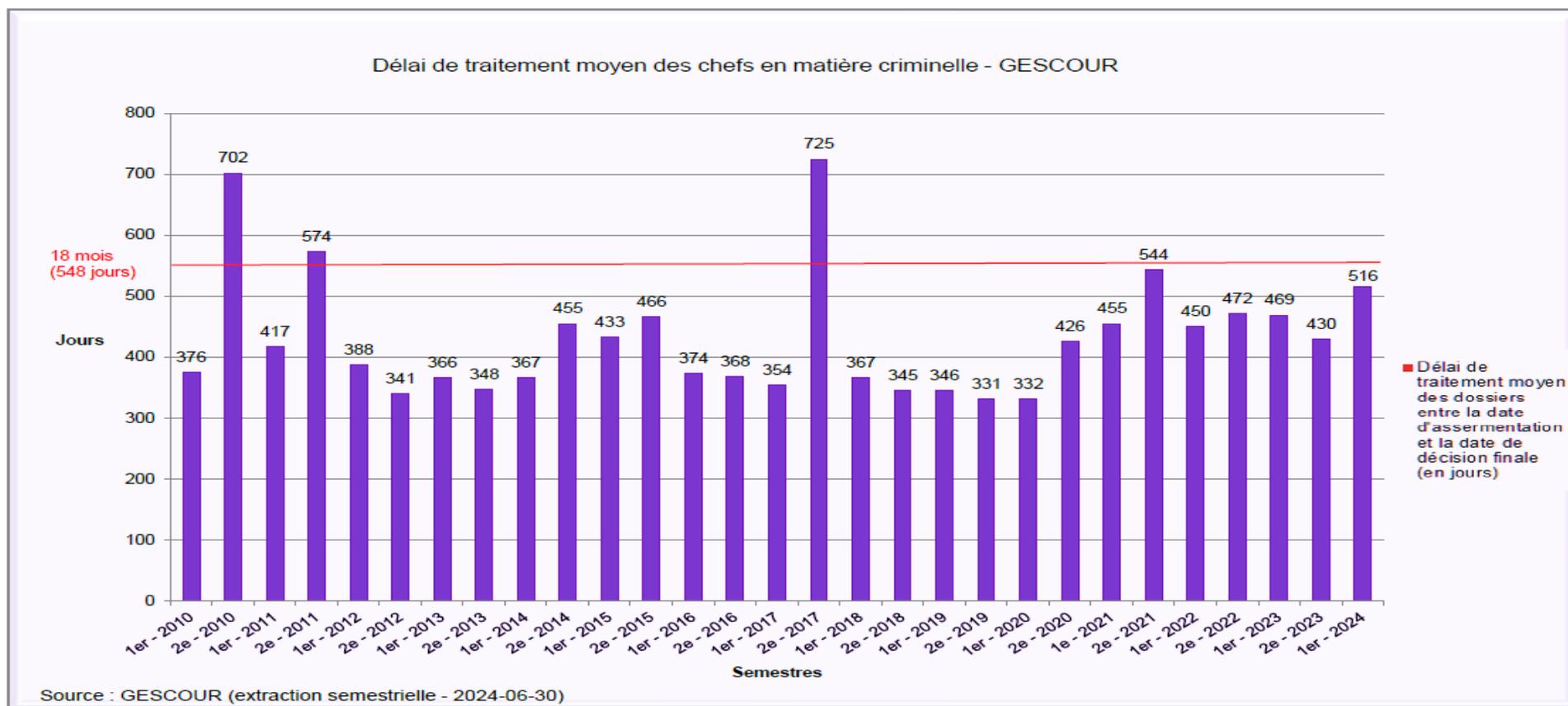
- Délais d'audition des dossiers en matières criminelle et pénale;
- Nombre de dossiers pénaux par défaut en attente de jugement;
- Diverses statistiques d'utilisation des ressources de la cour;
- Données financières liées aux activités de recouvrement (percepteur des amendes).

Ensemble des statistiques liées aux mandats confiés aux juristes et analystes en droit, notamment :

- Nombre de dossiers, cycles de vie des dossiers et délais de fermeture;
- Nombre de réclamations (Division du Bureau des réclamations de la DAC).

1. Indicateurs clés du Service (suite)

Délai de traitement en matière criminelle - avec décision finale 1 janvier 2010 au 30 juin 2024

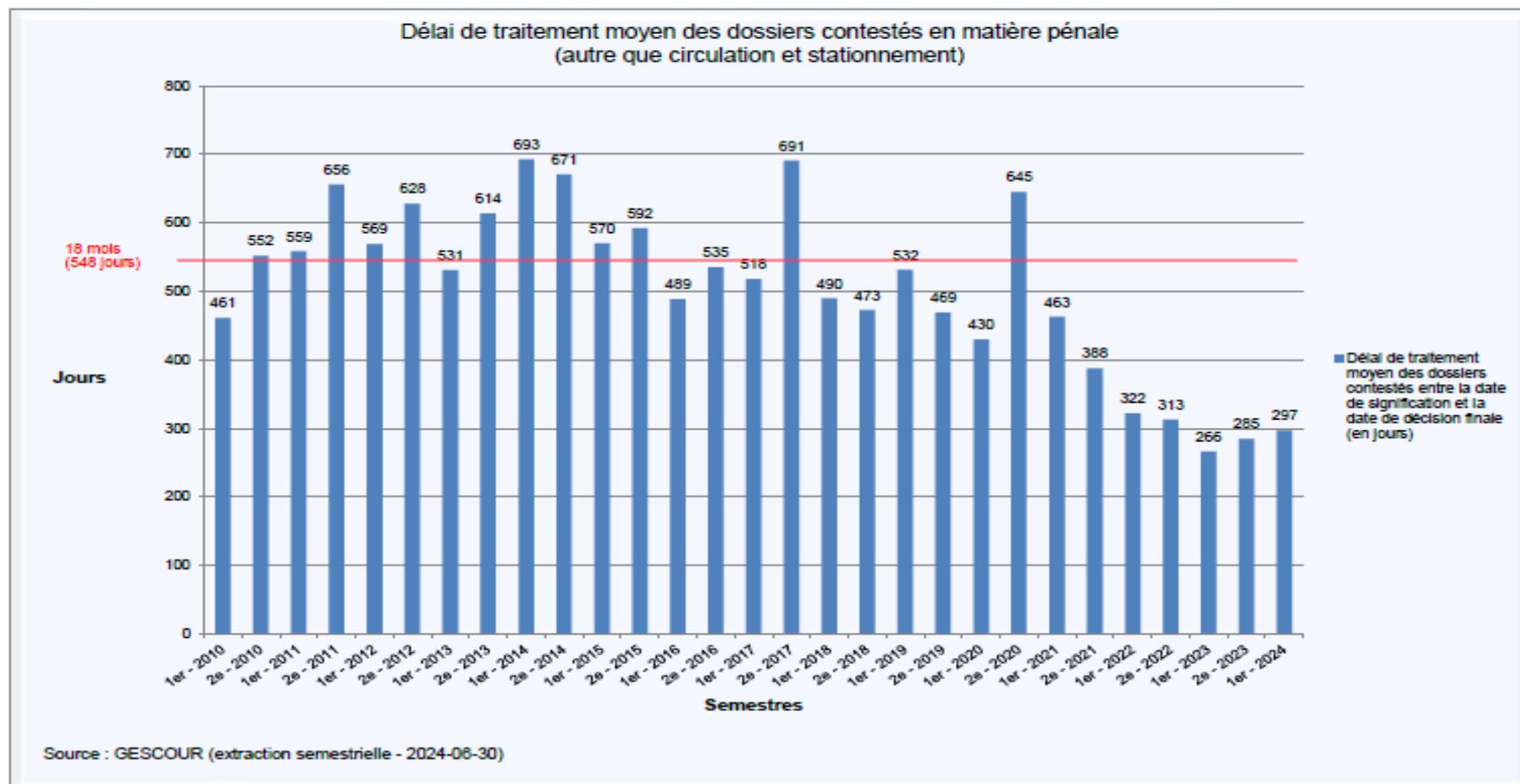


Au 2e semestre 2024 :

- **Augmentation de 86 jours** du délai de traitement moyen des chefs d'infraction (516 jours - 17 mois). La médiane est de 361 jours (12 mois).
 - Le nombre de chefs d'infraction avec décision finale est un peu moins élevé qu'au même semestre en 2023, soit 7 519 versus 7 836 chefs.
- Sur les 7 519 chefs d'infraction avec décision finale, 5 332 ont été traités en moins de 18 mois (71%).

1. Indicateurs clés du Service (suite)

Délai de traitement en matière pénale (autre que circulation et stationnement) - avec décision finale 1 janvier 2010 au 30 juin 2024



23

Au 1er semestre 2024 :

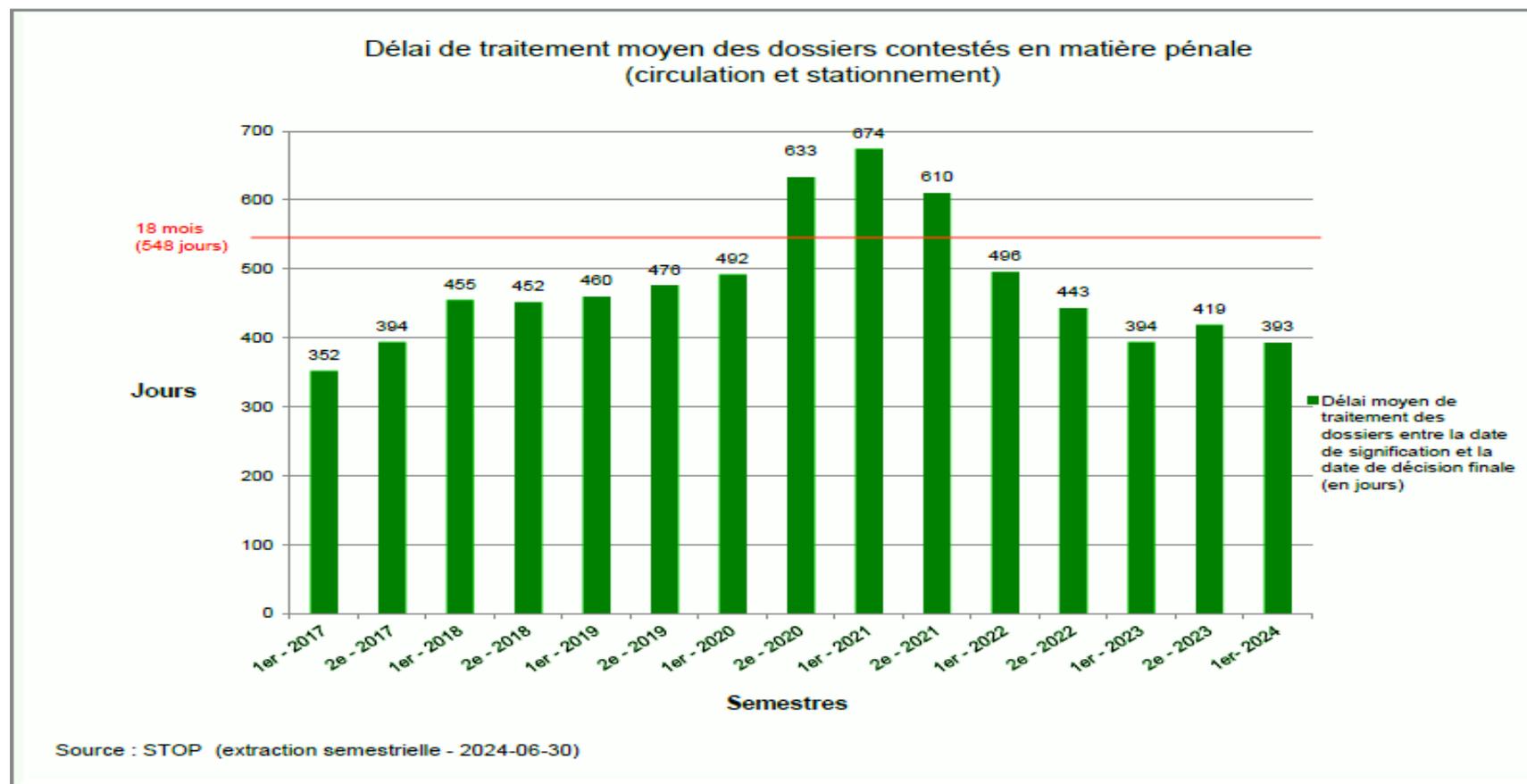
🔴 **Augmentation de 19 jours** du délai de traitement moyen des dossiers (297 jours - 10 mois). La médiane est de 244 jours de traitement.

🟢 **Augmentation du nombre de dossiers** qui ont eu une décision finale, soit 2485 comparativement à 1669 au même semestre en 2023.

Sur les 2485 dossiers avec décision finale, 2363 ont été traités en moins de 18 mois (95%).

1. Indicateurs clés du Service (suite)

Délai de traitement des dossiers contestés en matière pénale (circulation et stationnement) - avec décision finale du 1 janvier 2017 au 30 juin 2024



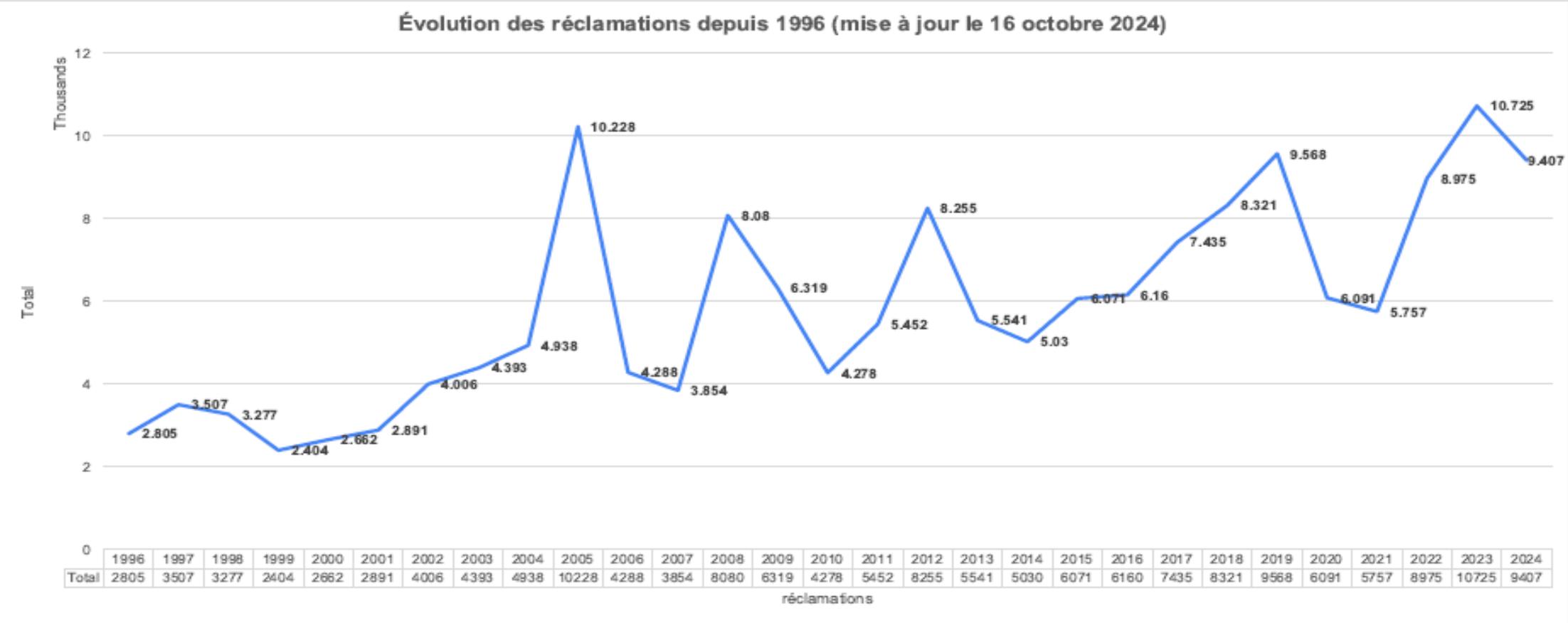
24

Au 1er semestre 2024 :

- ◉ **Diminution de 26 jours** du délai de traitement moyen des dossiers (393 jours - 13 mois). La médiane est de 386 jours de traitement.
- ◉ **Augmentation** du nombre de dossiers avec décision finale, soit 45 283 dossiers comparativement à 40 015 au même semestre en 2023. Sur les 45 283 dossiers avec décision finale, 43 903 ont été traités en moins de 18 mois (97%).

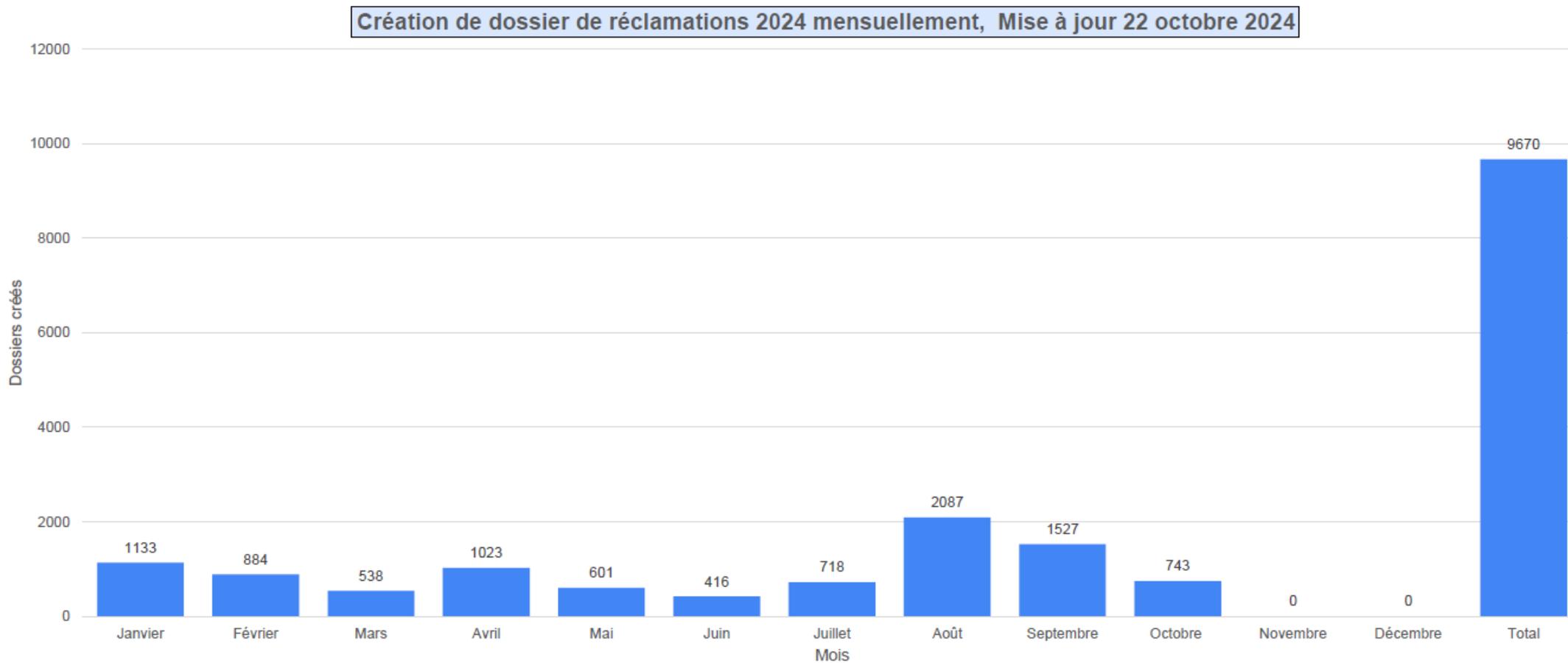
1. Indicateurs clés du Service (suite)

Bureau des réclamations de la Direction des affaires civiles



1. Indicateurs clés du Service (suite)

Direction des affaires civiles



2. Budget 2025 – Revenus et dépenses par objets

Revenus par objets

(en milliers de dollars)

	Réel comparatif 2020	Réel comparatif 2021	Réel comparatif 2022	Réel comparatif 2023	Prévision comparative 2024	Budget comparatif 2024	Budget 2025
Autres services rendus	198,5	5 205,4	485,5	2 002,0	3 057,9	1 069,0	1 070,1
Autres revenus	119 288,8	149 718,4	157 884,0	169 297,5	203 315,0	203 918,7	206 918,7
Transferts (subvention gouvernementale) *	1 848,4	1 479,7	1 483,6	1 238,0	2 155,6	2 106,3	2 106,3
Total	121 335,7	156 403,5	159 853,1	172 537,5	208 528,5	207 094,0	210 095,1

* Programme sur la violence conjugale

Dépenses par objets

(en milliers de dollars)

	Réel comparatif 2020	Réel comparatif 2021	Réel comparatif 2022	Réel comparatif 2023	Prévision comparative 2024	Budget comparatif 2024	Budget 2025
Rémunération et cotisations de l'employeur	51 787,8	56 873,0	57 267,5	59 065,7	63 770,3	61 662,7	52 841,5
Transport et communication	1 209,9	1 706,5	2 186,2	1 752,2	2 354,7	2 442,3	1 932,1
Services professionnels	2 480,7	2 275,1	2 500,3	2 037,0	1 990,2	1 955,1	14 475,9
Services techniques et autres	4 206,7	4 755,5	5 222,5	5 322,5	5 324,9	6 536,4	5 528,4
Location, entretien et réparation	105,9	250,0	204,9	177,2	191,7	129,8	129,8
Biens non durables	309,2	452,1	471,9	417,1	311,9	395,1	378,1
Biens durables	137,3	169,4	156,1	143,1	487,5	185,1	176,1
Autres objets	10,0	35,7	22,4	21,8	10,0	10,0	10,0
Total	60 247,5	66 517,3	68 031,8	68 936,6	74 441,2	73 316,5	75 471,9

3. Budget 2025 – Dépenses par catégories d'emplois (A-P)

	(en milliers de dollars)					
	Budget comparatif 2020	Budget comparatif 2021	Budget comparatif 2022	Budget comparatif 2023	Budget comparatif 2024	Budget 2025
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Cadres de gestion	4 680,9	4 853,8	5 105,1	5 570,8	5 866,2	6 174,2
Cadres conseil	1 445,2	1 677,1	2 020,8	1 964,9	1 983,6	2 085,7
Sous-total — Cadres	6 126,1	6 530,9	7 125,9	7 535,7	7 849,8	8 259,9
Contremaîtres	-	-	-	-	-	-
Juges	9 204,1	9 117,9	9 317,1	10 479,7	10 704,7	-
Cols blancs	22 654,3	24 141,4	25 542,6	26 810,7	26 565,6	27 107,0
Professionnels	17 040,3	17 758,2	18 244,3	20 248,9	20 155,8	21 109,7
Gestion des postes vacants	(978,4)	(2 446,1)	(3 667,0)	(3 691,8)	(3 613,2)	(3 635,1)
Total	54 046,4	55 102,3	56 562,9	61 383,2	61 662,7	52 841,5

9. Liste des acronymes

SAJ : Service des affaires juridiques

DAC : Direction des affaires civiles

DPPC : Direction des poursuites pénales et criminelles

DPS : Direction des projets spéciaux, du soutien général et du service à la clientèle



Me Patrice F. Guay

Directeur des Affaires juridiques et avocat en chef de la Ville

514 872-2919

775, rue Gosford, 4e étage

Montréal (Québec) H2Y 3B9